

Bulletin d'histoire politique

Les partis ont-ils encore une place à l'heure des identités multiples ?

Jacques Beauchemin



Volume 19, numéro 1, automne 2010

Les partis politiques en crise

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1056014ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1056014ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique

VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beauchemin, J. (2010). Les partis ont-ils encore une place à l'heure des identités multiples ? *Bulletin d'histoire politique*, 19(1), 61–69.

<https://doi.org/10.7202/1056014ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2010

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Les partis ont-ils encore une place à l'heure des identités multiples ?

JACQUES BEAUCHEMIN
Université du Québec à Montréal

Je suis très heureux d'être avec vous aujourd'hui pour discuter de ces questions, ces questions que vient d'évoquer Denis Monière de manière, à mon sens, très pertinente, très juste. Je crois que les enjeux qu'il a évoqués sont effectivement ceux qui nous confrontent aujourd'hui l'avenir des partis politiques et aussi du rôle qu'on est appelés à y jouer.

Pour ma part, je vais vous proposer ce matin un survol à portée extrêmement générale, sans doute trop, mais dont l'objectif est au fond de dégager une perspective très vaste sur les questions qui nous préoccupent. Le thème qu'on m'a proposé se lisait comme suit : Les partis ont-ils encore une place à l'heure des identités multiples ? Alors, je vais essayer de répondre à cette question-là, mais plus exactement je vais essayer de dessiner l'état actuel des partis politiques. Je vais tenter de montrer de quelle manière les développements des sociétés contemporaines affectent directement la nature des partis politiques, non seulement du point de vue de leur activité, mais du point de vue de la représentation de la société qu'ils peuvent contribuer à produire. Il s'agit en gros de mettre en rapport une dynamique sociétale très large et son incidence sur les partis politiques. À la toute fin de mon exposé, je vous proposerai quelques pistes de réflexion que, je l'espère, vous ne trouverez pas trop pessimistes ou inquiètes.

Il est assez courant d'entendre dire que les partis politiques sont en crise. Pour quelle raison ? Vous me permettez d'abord d'évoquer un certain nombre de lieux communs qui ne seront pas pour autant dénués de vérité. Les partis politiques, en toute société moderne avancée, sont évidemment frappés par ce qu'on pourrait appeler le cynisme ambiant. Les politiciens, les appareils, tout cela est ramené à une espèce de semblable projet ou de non-projet plutôt, tous les mêmes, les politiciens et les partis ont tendance à se ressembler, condamnés à l'opportunisme électoral, condamnés à la course aux clientèles, condamnés à prendre le pouvoir par

des moyens qui sont souvent d'ordre purement tactiques. Bref, il y a un cynisme qui s'installe en vertu duquel on est de moins en moins capables de faire confiance non seulement à la parole des politiciens, mais de manière plus générale au discours politique, celui qui, en tout cas, émane des partis.

On vient de l'évoquer, il y a une crise du membership qui se manifeste par la dispersion des clientèles, mais aussi un certain désintéressement. Désintéressement, pourquoi ? Pour quelle raison ? On peut évoquer, sans se tromper je crois, le fait que le sentiment s'est installé dans les sociétés occidentales que le lieu du pouvoir n'était plus au sein de la communauté politique nationale et de ses institutions. Le pouvoir est excentré, il est ailleurs. On évoque toujours la mondialisation, mais qu'est-ce que ça veut dire concrètement ? Ça veut dire que de plus en plus s'observe une tendance à l'excentrement des lieux de pouvoir qui se situent dans les grands organismes internationaux ou transnationaux. La puissance manifeste et peut-être irrépressible de l'économie de marché sur les décisions et les choix politiques que nous avons à faire impose l'idée que l'État national et ses institutions, les partis politiques, ne sont plus les véritables lieux du pouvoir. Alors, pourquoi s'y intéresser ?

L'idée s'installe en même temps d'une société civile mondiale au sein de laquelle se joueraient les enjeux véritables qui nous concernent. Société civile en construction, bien sûr, qui n'est pas, elle-même, exempte de contradictions, de tensions, de conflits, qui elle-même d'ailleurs est frappée très souvent d'impuissance, mais, quand même, société civile mondiale qui tend à se substituer aux espaces proprement nationaux dans lesquels se trouvaient, jusqu'à il n'y a pas longtemps, les lieux du pouvoir.

Les partis sont aussi frappés par la crise plus globale de la démocratie de représentation. Vous savez qu'on a tendance de plus en plus à voir dans nos représentants des complices de ce que nous récusons souvent. La mondialisation, justement. Les États nationaux ne se sont-ils pas rendus coupables de cette complicité en acceptant, en signant des traités, en jouant le jeu de la mondialisation et en se dressant, peut-être paradoxalement, contre leurs propres sociétés, sociétés qui, elles, sont souvent très critiques des effets de la mondialisation ?

Un désintéressement qui s'explique aussi par une espèce non pas de cynisme ici, mais de découragement face à la duplicité des acteurs politiques, nos représentants sur qui on ne peut pas se fier, qui jouent en fait le jeu de cette mondialisation dont nous voyons tous les jours des effets corrosifs.

En ce qui me concerne ce matin, j'aimerais aborder quelque chose qui me semble relever d'une détermination plus profonde quant à la crise des partis politiques. Je dirais que, de la même manière que la société contemporaine voit surgir, en son sein, l'affirmation identitaire, la fragmentation

de la communauté politique – fragmentation qui résulte, bien sûr, de cette volonté partout repérable de regroupements d'acteurs sociaux qui veulent parler en leurs noms, pour eux-mêmes, en fonction de leurs intérêts, acteurs sociaux qui, partout, veulent montrer leur différence, veulent la défendre, s'opposent dans la spécificité d'une condition – une société donc divisée sur le plan identitaire, eh bien je pense que cette dynamique-là est aussi présente au sein des partis politiques qui l'ont, pour ainsi dire, intériorisée.

Fragmentation donc de la société, fragmentation également des partis politiques. On peut le dire autrement : nous assistons à l'éclatement ou à tout le moins à la dispersion des raisons communes, de nos raisons communes, pour le dire comme Fernand Dumont. Nous assistons à un déplacement du commun vers le particulier. Les partis sont donc investis par l'affirmation identitaire, j'essaierai de montrer, dans quelques minutes, quelles sont les conséquences positives et aussi négatives d'un tel investissement. Il suffit aujourd'hui, pour vérifier sommairement ce que je viens de dire, de consulter les sites Web des différents partis politiques. Si vous vous rendez sur le site du Parti québécois, vous verrez qu'on trouve au sein de ce parti un comité, des groupes d'action, plus exactement, des groupes d'action jeunes, femmes, aînés, immigration. À l'ADQ, vous trouverez également des comités, jeunes, aînés. La plupart des partis politiques, maintenant, ouvrent la porte, à l'intérieur d'eux-mêmes, à cette diversité. Autrement dit, un péquiste jeune ce n'est pas la même chose qu'une péquiste femme ou qu'un péquiste aîné. Il faut que ces groupes-là puissent s'exprimer par eux-mêmes, faire valoir leurs intérêts particuliers au sein de ce commun que serait le parti.

Je note, au passage, que ce phénomène est observable dans l'ensemble des mouvements sociaux. Le mouvement des femmes, par exemple, pour donner l'exemple peut-être le plus spectaculaire, est lui aussi, aujourd'hui, traversé de ce qu'on pourrait appeler diverses tendances, mais qui, de manière générale, renvoient à des appartenances identitaires spécifiques. Au sein du mouvement des femmes, il y a des regroupements de femmes appartenant aux minorités visibles. Il y a des regroupements de gais, de lesbiennes au sein du mouvement féministe. On pourrait multiplier les exemples.

Les syndicats, les grandes centrales syndicales aujourd'hui, de la même manière que les partis politiques le font, accueillent leurs différences, s'ouvrent à leurs différences internes. On trouve à la CSQ, un comité jeunes, un comité femmes, un comité gais-lesbiennes. À la CSN, on trouve un comité confédéral des relations interculturelles. On ne peut pas organiser ou penser une institution aujourd'hui, une organisation, sans cette reconnaissance immédiate et nécessaire de la diversité interne qui la traverse.

Je dirai, tantôt, qu'il y a là une bonne nouvelle. Pour l'instant, je constate qu'il y a, dans ces organisations de la société, dans ces grandes institutions qu'il y a à l'œuvre une affirmation identitaire qui, de toutes les manières, exprime le fait que la société est divisée, qu'elle est fragmentée et qu'il est de moins en moins possible de représenter le commun. Ce qui doit aujourd'hui s'affirmer, c'est le particulier.

Les partis politiques ont donc, à leur charge, de représenter leur diversité identitaire interne de la même manière qu'ils doivent, à l'externe, se montrer, en toutes circonstances, respectueux de la diversité sociale. Les chefs de partis politiques se font un devoir d'être présents lors de la parade de la fierté gaie, on les voit dans des voitures décapotables envoyer la main aux badauds. Pourquoi ? Parce qu'il faut montrer notre ouverture à la différence, parce qu'il faut montrer que nous n'excluons personne, qu'il n'y a pas de discrimination. Les partis politiques, ceux qui les représentent, en la personne de leur chef, doivent manifester cette ouverture à la différence et en conséquence consacrer, dans les faits et sur le plan symbolique, le fait que la société s'est fragmentée et se représente maintenant comme une mosaïque de différences.

Il y a un ensemble de conséquences immédiatement pratiques à cette reconfiguration des partis politiques qui découlent elle-même, je viens de le dire, de la recomposition de la communauté politique contemporaine. Quand Québec solidaire est incapable de prendre une position claire, tout au moins à ses débuts, sur la question de la souveraineté du Québec, c'est que ce parti se représente d'abord comme un parti féministe, écologiste, progressiste, et que la question de la souveraineté là-dedans est un peu encombrante. Il ne faudrait quand même pas édulcorer une position féministe affirmée dans un appui à la souveraineté qui, alors là, prendrait toute la place. Alors, qu'est-ce qu'on fait ? On tergiverse et, comme vous le savez, on finit par se rallier à l'idée de la souveraineté.

Le Parti québécois est le meilleur exemple du parti politique traversé par les forces de l'identité, lui qui s'échine à rassurer la mosaïque identitaire québécoise, autochtone, immigrante, anglo-québécoise, et toutes ces composantes de la société qu'il convient de rassurer, de rallier, et qui fait en sorte que ce parti est dans l'incapacité relative de pouvoir s'adresser à son aise à la majorité francophone du Québec. Ce parti a de la difficulté, comme nous le savons, à dire « nous » parce que ce « nous » est devenu, dans une société des identités, extrêmement problématique. Que recouvre-t-il ? Surtout qui exclut-il ? Est-ce qu'il discrimine ? Est-ce qu'il marginalise ? Alors, vous avez un parti qui se risque parfois à dire « nous » pour dire immédiatement après : ce « nous » est inclusif, rassurez-vous. Donc, qui renforce la mosaïque identitaire dont je viens de parler.

Tous les partis politiques sont aux prises avec la question de la parité hommes-femmes et aussi celle du rapport à l'immigration, du rapport aux

néo-Québécois. Tous les chefs de partis tentent de satisfaire les attentes identitaires qui s'expriment en leur sein mais aussi sur leur extérieur.

On peut donc soutenir que ce qui se trouve remis en question dans cette reconfiguration du parti politique, c'est la capacité de ce dernier à s'ériger comme définisseur de situation, sa capacité à proposer des projets de société, des grands projets d'ensemble, des projets qui visent le commun justement et qui ne s'enfargent pas dans l'obligation de satisfaire la multitude de clientèles, pour le dire comme ça, de clientèles identitaires qui se trouvent en leur sein et à l'extérieur.

Il est difficile pour un parti politique aujourd'hui, quel qu'il soit, de proposer un vaste projet parce qu'il rencontre toujours sur son chemin cette obligation de faire plaisir, de reconnaître, de ne pas exclure. Je dis encore une fois que dans ce contexte le projet souverainiste québécois est dans une situation très paradoxale dans la mesure où le parti qui le porte est obligé de dire « nous » pour faire avancer ce projet et est dans la relative incapacité de pouvoir le faire parce que justement il est traversé par des forces qui entravent cette affirmation décomplexée et univoque d'un « nous ».

La grande question qui se pose aux partis politiques contemporains, c'est celle qui concerne la capacité ou l'incapacité des partis à transcender la diversité, la diversité sociale, et de dessiner l'horizon d'un monde commun, de proposer un projet. Le paradoxe réside ici dans le fait que la grande ouverture à la diversité que manifestent les partis aujourd'hui se paie de leur relative impuissance à proposer quoi que ce soit de peur de déplaire, de discriminer, d'exclure.

Pour bien voir la nouveauté de cette dynamique interne des partis, je pense qu'il faut peut-être reculer un peu dans l'histoire de manière à voir que la situation est effectivement nouvelle. Denis Monière l'a évoqué tantôt, les partis politiques n'ont pas toujours existé. Leur formation au XIX^e siècle n'a pas été sans heurt et sans soulever d'importantes résistances. Pourquoi ? Parce que justement la démocratie naissante est assoiffée d'unité. Elle est centrée sur le commun. Elle craint de voir se reproduire les divisions de l'Ancien Régime qu'elle veut abolir justement dans son institution même.

Jean-Jacques Rousseau, grand penseur de la démocratie, est radicalement opposé à l'existence d'un parti politique, ce qui irait contre sa grande idée de volonté générale qui s'exprime dans l'État. Il est contre les partis politiques. Pourquoi ? Il le dit très clairement. Parce que les partis seraient, s'ils existaient, dit Rousseau, l'occasion de déchaînement des passions, pervertiraient le débat démocratique qui vise la réalisation du bien commun en toute intelligence. Les partis sont le lieu de la division.

C'est la position d'un très grand nombre de penseurs, même au XIX^e siècle au moment où les partis sont en train de prendre forme, qui s'y

opposent, qui voient en eux un retour en force de ce qu'on tentait d'évacuer : la division, les sectes, la partisanerie, la passion contre la raison. On évoque toujours évidemment le parlementarisme britannique comme exemple suprême, non seulement de la démocratie naissante, mais également de la formation des partis. C'est en Angleterre en gros que la forme, qui nous est devenue familière, va s'inventer. Mais même en Angleterre, même si c'est l'espèce d'idéal type, la formation des partis va se cristalliser très tard dans l'histoire, au début du ^{xx}^e siècle. Tout le ^{xix}^e siècle est traversé par le jeu de partis plus ou moins stables, plus ou moins définis. Les changements de camps sont très fréquents. Pourquoi ? Parce que justement les individus, députés élus, ne veulent pas se sentir attachés à un parti, veulent pouvoir défendre leur vision de la société et, en conséquence, migrer d'un parti à l'autre en fonction de ce qu'ils veulent exprimer du monde. Voyez qu'encore une fois, dans cette espèce de fluidité et d'instabilité des partis, ce qui se trame en réalité, c'est la volonté de servir le bien commun du point de vue des idées, des objectifs, des grands projets.

Alors, la forme, qui nous est devenue si familière aujourd'hui, va prendre du temps à se matérialiser justement parce que la démocratie naissante n'est pas une démocratie qui met face à face des acteurs sociaux dans leur réalité incarnée ; c'est une démocratie qui oppose des idées et des positions sur la société, son devenir. Les acteurs sont pour ainsi dire en retrait par rapport aux idées qu'ils évoquent. C'est la raison pour laquelle le parti n'est pas aussi nécessaire qu'il l'est devenu. Le parti est un instrument, un moyen, mais ce qui prime, c'est l'idée plutôt que l'acteur.

Eh bien, c'est précisément ce qui va se transformer de manière radicale au ^{xix}^e siècle, transformation qui va avoir des effets extrêmement importants et qui s'étendent jusqu'à nous. Une rupture s'opère en effet dans la deuxième moitié du ^{xix}^e siècle et c'est celle que pratique le Parti ouvrier. C'est une vaste histoire complexe sur laquelle je n'ai évidemment pas le temps de revenir. Qu'il suffise de dire la chose suivante : le Parti ouvrier de la deuxième moitié du ^{xix}^e siècle introduit une petite révolution à l'intérieur même du cadre démocratique moderne. Pourquoi ? Parce que c'est le premier parti qui fait surgir la classe ouvrière, l'acteur lui-même qui s'incarne dans un parti qui a des intérêts propres, qui les oppose à d'autres intérêts, ceux de la bourgeoisie en face de lui. C'est un parti qui fait surgir, sur la scène de l'histoire, un acteur politique et qui le nomme : c'est le Parti de la classe ouvrière. Et vous voyez qu'à partir de là, ce qui s'installe, c'est une nouvelle définition à la fois du parti mais je dirais aussi du débat démocratique lui-même. Le débat ne met plus en scène uniquement des idées qui s'opposent en vue de la réalisation du bien commun, mais met face à face des acteurs sociaux porteurs d'intérêts. Encore là, cette dynamique nous est devenue totalement familière. Mais au ^{xix}^e siècle, c'est quelque chose de nouveau et qui introduit une brèche dans la manière de conce-

voir la démocratie et le débat qui la traverse, une brèche très importante. À partir de là, la porte s'ouvre, si vous voulez, à d'autres acteurs qui pourront se former en partis politiques, qui pourront défendre leurs intérêts. La démocratie devient une démocratie d'acteurs, un face-à-face d'acteurs.

Ce que le Parti ouvrier propose ou induit dans sa forme même, et qui a une importance considérable, c'est l'idée en vertu de laquelle la société est débitrice vis-à-vis de ses membres. Autour du Parti ouvrier, il y a une nébuleuse que les politologues connaissent beaucoup mieux que moi, la nébuleuse de l'assurance, des secours mutuels, des caisses. L'idée qui s'installe tranquillement, c'est que le destin des individus ne leur appartient pas entièrement, que la société est responsable de ce qui leur arrive, que la société peut prendre en charge les malheurs qui les frappent, que la condition ouvrière elle-même n'est pas le fait des individus mais c'est que justement une condition, c'est-à-dire que c'est une production de la société, et que les inconvénients qui sont associés au fait d'être un travailleur ou un ouvrier doivent être au fond pris en charge par une société qui va venir pallier ces malheurs-là par un système d'assurance. Et nous voyons se dessiner de loin, au XIX^e siècle, nous voyons poindre les premières clartés de ce qui sera au XX^e siècle l'État-providence et ses programmes sociaux. L'État-providence, c'est cette idée d'une société qui est débitrice, une société qui doit à ses membres, qui est responsable d'eux. C'est une logique qui prendra des décennies à s'instituer. C'est au sein du mouvement ouvrier qu'elle émergera grâce au Parti ouvrier qui va, comme vous le savez, revendiquer, jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, ces assurances et ces programmes sociaux.

Le Parti ouvrier dénonce donc la fausse unité de la société, la montre dans sa division, la révèle comme espace de conflits pour ainsi dire insolubles, en voulant dire qu'il y a une fin à ce conflit-là. Marx sera celui qui va l'expliquer le plus clairement : la fin, c'est la fin du système capitaliste. Mais il y a un conflit, on est en face d'une contradiction qui est en réalité insoluble, qui est dans le capitalisme lui-même. C'est ce que le Parti ouvrier montre, et sa grande nouveauté, je le répète, c'est de montrer que la démocratie, c'est fondamentalement l'opposition ou le conflit d'acteurs et non pas la rencontre d'idées divergentes sur la démocratie elle-même et sur la gouvernance de la société.

Eh bien, au XX^e siècle, avec la Deuxième Guerre mondiale, on va voir presque partout, l'affirmation de l'État-providence. L'État-providence, c'est bien sûr le résultat de ces luttes antérieures menées par le nouvel acteur politique qui est la classe ouvrière, mais c'est aussi, et ça nous intéresse plus directement, la généralisation de l'affirmation identitaire. À l'imitation de la classe ouvrière, qui s'était déjà affirmée comme acteur, d'autres acteurs vont pouvoir s'affirmer. Parce que la question qui va se

poser en gros est celle-ci : Pour quelle raison nous, les pauvres, on n'aurait pas accès à l'université ? Il faut donc répondre à cette question-là. Vous savez qu'on va y répondre en mettant sur pied des programmes divers et variés favorisant la généralisation de l'éducation à tous les niveaux, le droit à l'éducation, le droit à la santé, le droit à un revenu lorsqu'on est privé de travail, le droit à un revenu raisonnable lorsqu'on cesse de travailler.

Et dans cet univers de droit sociaux se construisent des catégories identitaires. On découvre que les femmes gagnent moins que les hommes ; on découvre que les jeunes qui vivent en région ont moins de possibilités que ceux qui vivent en ville ; on découvre que le fait d'être handicapé entrave l'accès à un certain nombre de biens sociaux ; on découvre que le fait d'appartenir à une minorité visible bloque l'accès à certains emplois et à des biens sociaux aussi. Et vous voyez que ces petites découvertes sont en train de construire des identités que nous connaissons très bien aujourd'hui et qui vont vouloir être représentées, être défendues en tant que telles : nous les femmes, nous les handicapés, nous les minorités visibles, nous les gais. Discrimination, exclusion, en emploi mais aussi par rapport au logement, par rapport à un ensemble de choses.

Vous voyez que de l'intérieur de l'État-providence s'affirment ces identités qui se construisent lentement et qui vont vouloir progressivement investir tous les champs de la société, vont vouloir être représentées dans les institutions, vont vouloir être représentées dans les organisations syndicales. On va les doter bientôt de conseils spéciaux destinés à circonscrire les conditions qui sont les leurs : le Conseil du statut de la femme, par exemple, et puis des partis politiques vont s'ouvrir à eux.

Autrement dit, ce que le ^{xix}^e siècle récusait, c'est-à-dire la présence directe et incarnée de l'acteur dans l'espace politique, dans le débat démocratique, au profit de la défense d'idées et de positions visant le bien commun. Ce que le ^{xix}^e siècle refuse, la fin du ^{xx}^e et le début du ^{xxi}^e l'accueillent à bras ouverts : l'acteur incarné, l'acteur qui parle pour lui-même, qui défend ses intérêts, qui affirme sa différence, qui appelle tous et chacun à la reconnaissance de cette différence dans la perspective de l'égalité radicale. Nous sommes tous égaux.

Alors, on peut certainement dire qu'il y a là une bonne nouvelle. Notre société est, plus que toute autre, celle des voix minoritaires. C'est une société qui s'ouvre à des conditions sur lesquelles elle était aveugle jusque-là. Nous entendons aujourd'hui s'exprimer les acteurs sociaux et nous reconnaissons volontiers le bien-fondé de leurs revendications à la reconnaissance. Les partis politiques eux-mêmes intègrent dans leur fonctionnement ordinaire et dans leur discours cette diversité qu'ils tentent de répercuter et à laquelle ils veulent s'ouvrir, diversité qu'ils veulent respecter, pour tout dire. C'est la bonne nouvelle.

Et puis la mauvaise, peut-être, c'est la relative paralysie que cela engendre également. Voici des partis qui ne sont plus les lieux de rassemblement de jadis, qui ne trouvent plus facilement leur centre de gravité, tant ils sont écartelés entre ces diverses identités à satisfaire, tant leur discours est devenu inconsistant à force de vouloir faire plaisir, à force de vouloir se soustraire aux accusations de discrimination ou d'exclusion. Voici des partis qui en conséquence sont devenus incapables de proposer de vastes projets visant le commun, ce commun étant lui-même devenu problématique. Voici donc des partis qui, très paradoxalement, sont condamnés à jouer de l'ajustement perpétuel, du consensus, de l'ajustement, de la fabrication du compromis social et qui ont, semble-t-il en tout cas, renoncé à l'idée de se faire définisseurs de situation.

Ce qu'exprime la revendication toute contemporaine qu'on retrouve un peu partout en faveur de la réforme du scrutin visant la proportionnelle, c'est précisément ce que je viens d'évoquer, c'est le fait que dorénavant l'espace politique sera fait de la rencontre d'acteurs incarnés dans des partis de plus en plus spécialisés qui vont devoir établir entre eux des compromis aux fins de la gouvernance, parce que jusqu'à un certain point les intérêts sont irréconciliables. Alors, ce qu'on peut faire, c'est construire, bâtir des moyens de gouverner ensemble. Alors, une nouvelle fois, on peut se réjouir de ça, on peut dire que dans des sociétés divisées c'est le seul mode de gouvernance possible. Et on peut dire aussi – c'est en tout cas mon inquiétude, et c'est sur celle-là que je vais vous laisser – on peut dire aussi que cela nous condamne à ce processus où se rencontre la différence dans un espace politique où elle s'annule aussi, dans un espace politique qui en conséquence n'est plus le lieu des grands débats, des grandes décisions et surtout pas des grands projets.

Dans le cas de la société québécoise, si le portrait que je brosse devant vous est le bon, on est en face d'une situation très paradoxale d'une société traversée par un projet politique gigantesque par rapport à ceux qu'on retrouve dans d'autres sociétés comparables, celui de la souveraineté du Québec, mais dans un contexte où ce projet est devenu de plus en plus problématique en raison justement de la fragmentation de la société et de l'incapacité du parti qui incarne ce projet à dire « nous », donc à viser le commun de manière décomplexée et assurée. C'est un paradoxe, c'est un paradoxe québécois, mais qui en réalité renvoie au développement contemporain de l'espace politique et des partis politiques qui l'habitent.